

**Nations unies - Débat ministériel
public : Construire un partenariat
régional en Afghanistan et en Asie
centrale comme modèle
d'articulation entre la sécurité et le
développement - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 19 janvier 2018)

Monsieur le Président,

Messieurs les Ministres,

Permettez-moi d'abord de remercier le Kazakhstan d'avoir pris l'initiative de cette réunion importante et plus généralement d'avoir placé l'Asie centrale et l'Afghanistan au coeur de l'attention du conseil de sécurité en ce mois de janvier. Alors que le conseil de sécurité rentre tout juste de Kaboul, cette réunion est l'occasion de réaffirmer l'importance que nous attachons collectivement à la sécurité et au développement de cette région du monde. Je remercie également le Secrétaire général pour sa présentation. Enfin, la France s'associe au discours qui sera prononcé par l'Union européenne.

Je m'en tiendrai aujourd'hui à trois remarques principales :

1/- Ma première remarque porte sur la situation en Afghanistan. Je l'ai dit, le conseil de sécurité vient juste de se rendre à Kaboul, une première depuis 2010. Et je tiens, au nom de la France, à remercier les autorités afghanes de leur accueil et à saluer la détermination dont elles font preuve dans la poursuite de la consolidation démocratique du pays.

Le niveau très élevé d'insécurité et de violence en Afghanistan demeure une source de préoccupation majeure pour la France. Les confrontations armées et les attaques terroristes répétées continuent de déstabiliser fortement l'ensemble du pays. À cet égard, la France partage la détermination des autorités afghanes et de nos alliés à lutter contre le terrorisme, y compris son financement. Outre la nécessité de poursuivre les réformes engagées en vue d'instaurer une gouvernance plus efficace et mieux à même de servir la population et renforcer l'état de droit, la France encourage l'Afghanistan à se concentrer notamment sur deux priorités pour 2018 :

- la première priorité, c'est la conduite d'élections locales et parlementaires libres et transparentes. Des avancées ont été effectuées dans ce domaine et les préparatifs pour les

élections législatives ont été engagés par les autorités compétentes, et en particulier le gouvernement et la Commission électorale indépendante. La France encourage les autorités afghanes à poursuivre leurs efforts, avec le soutien de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) pour assurer un processus électoral inclusif et crédible. Dans cette perspective, la pleine participation des femmes aux processus électoraux, en tant qu'électrices et en tant que candidates, sera essentielle.

- la deuxième priorité, c'est la relance d'une dynamique menant à un processus de paix piloté par les Afghans. Cela suppose une relance du dialogue inter-afghan mais également un engagement sincère et un soutien sans ambiguïté de tous les voisins de l'Afghanistan en faveur de la paix. Nous demandons à chacun un effort renouvelé en ce sens et des engagements concrets. La France a pris note de l'annonce d'une nouvelle réunion du processus de Kaboul fin février et espère qu'elle permettra de fédérer les initiatives existantes sous l'autorité du gouvernement afghan.

Ce sont là les deux priorités immédiates. Mais il ne faut certainement pas perdre de vue la fragilité de la situation humanitaire, et en particulier le cas des réfugiés, ainsi que la situation très précaire des femmes et des enfants, qui demeurent, faut-il le rappeler, les premières victimes du conflit.

Monsieur le Président,

2/- Ma deuxième remarque porte sur la coopération entre l'Afghanistan et l'Asie centrale, qui est non seulement indispensable mais également porteuse de grandes opportunités. La France remercie le Kazakhstan d'avoir pris l'initiative d'élaborer un projet de déclaration présidentielle qui, pour la première fois, met en lumière ces liens particuliers qu'entretiennent l'Afghanistan et l'Asie centrale, ainsi que les opportunités qu'ils représentent pour le développement économique et la sécurité de la région. L'Afghanistan et l'Asie centrale partagent en effet de nombreux défis en commun, qui sont autant de domaines dans lesquels une coopération régionale renforcée est nécessaire.

Dans le domaine de la sécurité, nous pourrions citer la prévention de la radicalisation, en particulier des jeunes, et plus généralement la lutte contre le terrorisme et son financement. Ou encore la lutte contre le trafic de stupéfiants, qui continue d'alimenter l'insurrection talibane, favorise la corruption et présente un risque de santé publique majeur pour l'Afghanistan et les pays voisins. À cet égard, l'Initiative du Pacte de Paris, dont l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale sont partenaires, demeure un cadre privilégié d'échange entre tous les pays concernés par le trafic de stupéfiants produits en Afghanistan.

Dans le domaine du développement économique, il est essentiel que l'Afghanistan puisse tirer parti de sa situation géographique au cœur de l'Asie. Son implication croissante dans de multiples projets visant à accroître la «connectivité» entre l'Afghanistan et l'Asie centrale ainsi que dans les divers formats de coopération régionale doit être encouragée. L'énergie et les transports sont deux secteurs clés à cet égard. L'Afghanistan étant un pays qui souffre au premier chef du réchauffement climatique, cause de sécheresse sévère, il est heureux que la région soit dotée d'un fort potentiel de développement d'énergies renouvelables - hydrauliques, solaire et éolienne. La France ne peut qu'encourager les partenaires de la région à investir dans

ces énergies et à «verdir» leurs économies. En Asie centrale comme ailleurs, il est important de continuer à promouvoir une approche globale liant objectifs de sécurité et de développement, dans le cadre de l'agenda 2030.

Monsieur le Président,

3/- Ma troisième et dernière remarque concerne l'accompagnement de la communauté internationale et plus particulièrement le soutien des Nations unies à l'Afghanistan et l'Asie centrale. Ce soutien passe notamment par la MANUA en Afghanistan et par le Centre des Nations unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale (UNRCCA) mais également par toutes les agences des Nations unies qui oeuvrent au renforcement de la stabilité et au développement de cette région. Je souhaite réaffirmer ici le plein soutien de la France à l'action menée par les Nations unies dans la région, et encourager un renforcement de la coopération entre la MANUA et le Centre des Nations unies pour la diplomatie préventive. Les consultations du Conseil de sécurité ce lundi 22 janvier sur les activités du Centre pour la diplomatie préventive en Asie centrale ainsi que le renouvellement prochain du mandat de la MANUA en mars seront autant d'occasions d'approfondir la manière dont les Nations unies peuvent continuer à soutenir l'Afghanistan et l'Asie centrale.

Pour sa part, la France continuera à coopérer étroitement avec l'Afghanistan et les pays d'Asie centrale sur les grands enjeux internationaux, à commencer par la lutte contre le terrorisme, dans un cadre bilatéral mais également au travers de l'Union européenne, qui constitue aujourd'hui un partenaire majeur pour la région. La France continuera également à soutenir la modernisation de ces pays dans tous les domaines et à oeuvrer résolument au renforcement de nos liens.

Je vous remercie./.